

La droitisation en Allemagne : pas seulement l'AfD

mardi 21 février 2017, par Peter Wahl

La droitisation est un phénomène international. Il se développe – avec l'exception intéressante de quelques pays méditerranéens – dans presque tous les pays industrialisés, y compris les États-Unis. Jusqu'à ces derniers temps, il paraissait que l'Allemagne ne serait pas, ou peu affectée par la tendance générale. Mais à présent les choses sont en train de changer rapidement.

Au fond, la droitisation a ses racines dans cette conglomération de crises multiples qu'ont produites le capitalisme financier et la mondialisation néolibérale. Ces crises ne sont pas seulement économiques et sociales. Elles entraînent une crise de représentation et l'érosion de la démocratie. Elles apportent une telle accélération des changements sociaux et culturels qu'ils donnent le vertige. Beaucoup de gens, avant tout dans les couches populaires, se sentent laissés derrière et exclus.

En plus, depuis 2008, nous sommes confrontés à la précipitation d'événements exceptionnels, comme le krach financier, la crise de la zone Euro avec une dépression économique en Méditerranée, la soumission dramatique de la Grèce, le Brexit, la victoire de Trump et autres. Un véritable zoo de cygnes noirs, dont on ne croyait pas qu'ils existaient. Un climat de désorientation et d'angoisse se répand, d'autant plus que le système politique perd le contrôle sur plusieurs fronts, comme dans le krach financier, le terrorisme ou la migration.

Puisque des alternatives progressistes sont ou bien discréditées comme la social-démocratie du genre *New Labour*, ou bien trop faibles comme la gauche de la gauche, beaucoup de gens se tournent vers des solutions simplistes et autoritaires, dont ils croient qu'elles pourraient résoudre les problèmes.

Le mouvement altermondialiste allemand et des économistes hétérodoxes ont depuis longtemps averti que la mondialisation néolibérale et ses crises mèneraient tôt ou tard à « *la déstabilisation politique et constitue une source de violence, de guerres et du terrorisme. Ceci mène à la justification de courses à l'armement, la militarisation et l'érosion de la démocratie.* » (Déclaration de principe d'Attac Allemagne, adoptée en 2002).

Exception allemande ?

La droitisation en Allemagne apparaît plus tard et – au moins pour le moment encore moins forte qu'ailleurs – car il y a en effet quelques facteurs spécifiques qui ont freiné son émergence.

Le premier facteur est que la crise économique et sociale est moins forte et moins visible qu'ailleurs. Bien sur, il y a les conséquences des « réformes » *Hartz IV*, réalisées par le gouvernement de la SPD et des Verts sous Schröder, qui cachent

beaucoup des problèmes structureaux. Mais tout est relatif. Comparée à celle de la France, la situation socio-économique est moins grave – sans parler de l'Italie, de l'Espagne ou d'autres. Un deuxième facteur est la stabilité politique. Avec une « *Grande coalition* » entre *chrétiens démocrates* (CDU/CSU) et *socio-démocrates* (SPD) depuis deux législatures, le gouvernement en général, et la chancelière Merkel en particulier, étaient peu contestés. Troisièmement, il y a un consensus « anti-extrémiste » assez fort, non seulement parmi les élites mais aussi dans la société, qui s'explique par l'histoire allemande du XX^e siècle.

Mais, sous cette surface, il y avait déjà avant la vague de droitisation actuelle un secteur de 15 % à 25 % de la population avec des orientations d'extrême droite. [1] Seulement, cela ne se reflétait pas dans les élections, les médias et les discours publics, où il y a une hégémonie culturelle de la gauche libérale, qui a ses effets jusque dans le parti de Merkel.

Si aujourd'hui la vague générale de droitisation saisit aussi l'Allemagne, elle est supportée par ces « anciennes » tendances, qui surgissent maintenant avec vigueur et se combinent avec les nouveaux phénomènes.

Quand on parle de droitisation, on ne peut donc pas la réduire ni aux développements récents, ni à l'essor de ce que j'appelle « la nouvelle droite ». [2] La droitisation se manifeste en Allemagne non seulement dans la poussée du nouveau parti *Alternative für Deutschland* - AfD (Alternative pour l'Allemagne), mais aussi dans le rapprochement des partis conservateurs (CDU/CSU) et, dans une certaine mesure, de la social-démocratie (SPD) et des Verts aux positions de l'AfD dans les politiques de sécurité et d'immigration.

La poussée de l'AfD

Le phénomène le plus débattu et le plus visible de la droitisation est le succès de l'AfD. Le parti fut fondé en 2013. Les initiateurs principaux étaient des anciens membres de la CDU, comme l'économiste libéral *Bernd Lucke*, ou comme *Konrad Adam*, ancien journaliste au feuilleton de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (comparable à au *Figaro*) et un ancien chef du BDI (équivalent du MEDEF). Le motif pour la fondation était la gestion de la crise grecque. L'AfD s'exprimait contre la « *politique de sauvetage* » de la Troïka et demandait l'exclusion de la Grèce de l'Euro et la dissolution de la zone Euro en général.

L'AfD s'est rapidement tournée en ramassis pour divers courants de la droite et de l'extrême droite. Cela a produit une scission entre « modérés » et « radicaux ». Lucke et d'autres ont quitté le parti pour fonder leur propre projet, nommé ALFA, qui a rapidement disparu dans l'insignifiance.

Le facteur de l'extrême droite reste un problème et une source de conflits internes en permanence pour l'AfD. Il y a un courant majoritaire, qui tient aussi la direction actuelle, qui cherche un profil dissocié de l'extrême droite, l'antisémitisme et le racisme ouvert. Pourtant, il y a périodiquement des incidents, où des représentants du parti font scandale avec des remarques ouvertement racistes, antisémites ou néo-fascistes.

Dans les élections au Bundestag en 2013, quelques mois après sa fondation, le parti obtenait 4,7 % et échouait donc devant la clause des 5 %. Dans les élections pour le *Parlement européen* en 2014, il obtenait 7,1 % et s'est établi solidement depuis 2014 dans toutes les élections qui ont eu lieu pour les Länder (voir tableau).

Table : Résultats de l'AfD dans les élections au Landtag 2014-2016

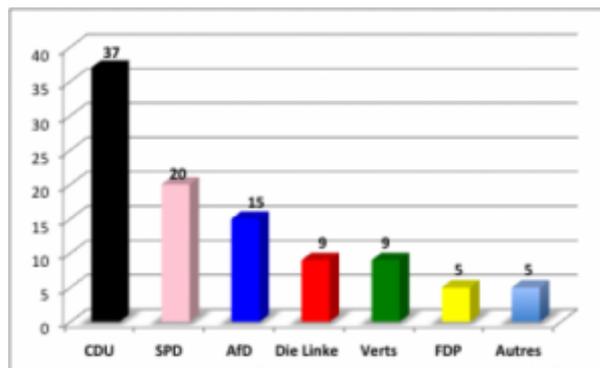
	Le Bade-Wurtemberg	Berlin	Le Brandebourg	Saxe	Hambourg	Mecklemb.-Pom. occid.	Saxe	Saxe-Anhalt	Thuringe
Année	2016	2016	2014	2015	2015	2016	2016	2016	2014
%	15,1	14,2	12,2	5,5	6,1	20,8	9,7	20,3	10,6
Classement	3	5	4	6	6	2	4	6	6

Source : Bundeszentrale für Politische Bildung

Ce qui est particulièrement remarquable est la deuxième place de l'AfD dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, derrière le SPD, mais devant la CDU, ainsi que sa troisième place dans le Bade-Wurtemberg, derrière les Verts et la CDU, mais devant le SPD. Faisait également sensation sa deuxième place derrière la CDU, mais devant Die Linke (16,3 %) et le SPD (10,6 %) en Saxe-Anhalt. En général, le score de l'AfD est plus haut dans les nouveaux Länder. Aussi, les résultats de 2016 montrent un net progrès par rapport aux années précédentes. Cela s'explique par les confrontations politiques énormes qu'il y eut dans le pays à l'occasion de la vague de réfugiés en 2015 (voir en bas).

Les sondages pour les élections fédérales du 24 octobre 2107 pronostiquent la troisième place pour l'AfD avec 15 % (voir graphique).

Graphique : Pronostic du 5 Janvier 2017 pour les élections fédérales



Source : infratest dimap

<http://www.infratest-dimap.de/umfragen-analysen/bundesweit/sonntagsfrage/>

Un regard sur la sociologie de l'électorat montre une structure qui est typique pour les partis de la nouvelle droite : plus d'hommes que de femmes votent pour l'AfD, et ce sont des professions à moyenne qualification dans l'artisanat, l'industrie et les administrations qui soutiennent le parti, tandis que la majorité des chômeurs de longue durée et les pauvres ne participent toujours pas aux élections. Une exception existait dans les élections de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale en septembre dernier, où la participation a augmenté considérablement – en faveur de l'AfD. Les autres partis, sauf les Verts, perdent des votes à l'AfD, avec la CDU en tête. À l'est, où Die Linke oscille normalement autour des 20 %, ce parti perd aussi considérablement.

Le programme de l'AfD

En ce qui concerne le programme de l'AfD, il faut d'abord noter que le nombre d'électeurs de l'AfD « *qui ont des connaissances du programme tend vers zéro* » [3] C'est un signe pour le caractère contestataire du vote AfD. Pourtant, le programme est un indicateur important pour le profil du parti.

L'AfD se définit lui-même comme *libéral et conservateur*. En tête de son programme, il y a des propositions concernant le fonctionnement du système politique. Comme beaucoup d'autres partis de la nouvelle droite, l'AfD veut se donner ainsi une image démocratique. Une demande principale est l'introduction de référendums à l'instar de la Suisse. Il y a aussi un ample discours contre la corruption, avec des propositions comme la séparation entre mandat parlementaire et fonction publique. Il y a ici un très fort soubassement anti-étatiste du néolibéralisme.

Il y a une critique économique de l'euro qui converge avec les critiques du système monétaire par le *mainstream* des économistes ainsi qu'avec les critiques de gauche de l'euro telles que celles de Stiglitz et d'autres. Avec la différence que,

chez l'AfD, le leitmotiv est la peur de transferts monétaires aux pays en crise. La proposition centrale est la dissolution gérée et ordonnée de l'euro. Pour l'UE, au-delà de la zone Euro, l'AfD propose un modèle qu'on pourrait appeler bien et bel néo-gaulliste. Ils utilisent explicitement l'expression gaulliste de « *l'Europe des patries* ». Sauf au sujet de l'OTAN, ils prennent une position différente : ils considèrent l'alliance militaire comme une institution utile. Pour la politique extérieure, le programme est relativement maigre, ce qui reflète des conflits internes irrésolus sur l'orientation atlantiste ou les relations avec la Russie. Là, on se contente de quelques remarques vagues sur le règlement politique de conflits.

Les chapitres les plus longs concernent l'immigration, l'islam, la famille et la sécurité. Ici, on trouve comme dans un manuel tous les sujets du profil culturel de la droite, à commencer par l'islamophobie, via l'agressivité contre des minorités sexuelles, l'esprit du *law and order*, un teutonisme aussi ridicule et irréaliste que rétrograde, jusqu'à une vision de la famille et de la condition de la femme à l'image du XIX^e siècle.

Les mesures contre la migration sont très détaillées. Ils veulent l'abolition du « *droit du sol* » pour l'obtention de la citoyenneté allemande, qui avait remplacé en 2000 l'ancien concept du « *droit du sang* », donc un concept clairement raciste. L'AfD préconise comme idéal pour la migration le modèle australien, qui est un des plus brutaux et inhumains parmi les pays industrialisés. Somme toute, la réalisation du programme aboutirait à la réalisation du concept de la « *Forteresse Europe*. »

En ce qui concerne le programme économique et social, l'AfD est sur des positions néolibérales assez strictes. Comme résultat bizarre de cette position, un courant important du parti refuse la collaboration avec Marine Le Pen parce que le *Front national* serait « *en politiques économiques et sociales un parti très à gauche, qui veut instaurer le socialisme en France* » comme disait la vice-présidente, Beatrix von Storch. [4] Enfin, l'AfD est le seul parti allemand à contester l'existence du changement climatique.

Glissement vers la droite dans d'autres partis

Le centre de gravitation de la politique allemande se constituait depuis quinze ans sur un consensus entre néolibéralisme économique et libéralisme politique de centre gauche. Il est représenté par les partis qui étaient au gouvernement depuis 2000 dans de différentes coalitions : les *chrétiens-démocrates* (CDU & CSU), les *socio-démocrates* (SPD), les *Verts* et les libéraux du *FDP*. [5] Les conservateurs et la droite classique se sentaient de plus en plus mis à l'écart.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où ce centre glisse vers la droite, et avec lui les partis qui ont participé à ce consensus libéral – mais pourtant avec la prétention d'être toujours le centre. Cette droitisation utilise deux phénomènes «

extérieurs » comme base de légitimation : la migration et l'émergence du terrorisme djihadiste sur le terrain allemand.

Naturellement, ces événements ne sont pas totalement « extérieurs » et détachés de la situation interne. L'Allemagne joue un grand rôle dans le système économique mondial, dont elle bénéficie énormément. Mais ce système est en même temps une des causes principales de la migration. Aussi, l'Allemagne participe à la guerre d'Afghanistan, le pays d'où viennent beaucoup de demandeurs d'asile. Berlin est un des plus grands livreurs d'armes, y compris pour l'Arabie saoudite et les États du Golfe, qui jouent un rôle éminent dans la déstabilisation de toute la région. L'Allemagne a très tôt pris le parti des adversaires d'Assad dans la guerre en Syrie. La Bundeswehr participe à l'alliance militaire sous la direction de l'administration Obama. Autrement dit, il y a une coresponsabilité dans les causes pour lesquelles les victimes de la violence économique et militaire quittent leur pays. Les problèmes qu'on a produits à l'extérieur retournent à l'intérieur du pays.

Une fraction importante des chrétiens-démocrates – et derrière eux un secteur de la société et quelques médias – attendaient depuis longtemps une telle occasion qui fait leur miel. Le SPD et les Verts se sentent plutôt peu pressés de suivre la dynamique du grand courant – mais ils le suivent. L'avant-garde de la droitisation parmi les partis établis est la *CSU* (*Christlich Soziale Union – Union chrétienne sociale*). La CSU est une particularité du système politique allemand. Ce parti n'existe qu'en Bavière et ce ne sont que les Bavarois qui peuvent voter pour lui. Mais, au niveau fédéral, la CSU fait partie du groupe des chrétiens-démocrates au Bundestag et est représentée par plusieurs ministres dans chaque gouvernement où il y a les chrétiens-démocrates. C'est-à-dire qu'il y a, malgré le caractère régional, une forte visibilité au niveau fédéral. La CSU est au pouvoir en Bavière sans interruption depuis soixante ans. Son succès repose sur la combinaison de conservatisme et le culte d'une identité bavaroise, qui parfois basculent au réactionnaire, d'un côté, ensemble avec l'ordo-libéralisme économique au visage social de l'autre.

Dès le début de l'ouverture des frontières allemandes en septembre 2015, la CSU s'est prononcée contre la décision de Merkel et est entrée en bataille ouverte avec son « parti sœur » et la chancelière.

Merkel, l'ouverture des frontières et le tournant de Cologne

Il y a beaucoup de spéculations et de mystifications autour de la décision de Merkel de suspendre l'accord de Schengen et d'ouvrir les frontières, même dans les milieux de gauche. Ainsi, il y a une tendance à croire qu'il y avait une stratégie élaborée derrière sa décision, par exemple pour résoudre les problèmes du marché de travail et les problèmes démographiques de l'Allemagne. En vérité, il s'agissait d'une décision spontanée pour résoudre un problème qu'elle considérait être de court

terme. Elle craignait les images de TV avec des milliers de réfugiés naufragés sur l'autoroute entre Budapest et Vienne, des réactions imprévisibles du gouvernement autoritaire d'Orbán et des complications encore plus sévères que l'entrée de quelques dizaines de milliers de réfugiés. Dans la nuit un peu chaotique du 4 septembre 2015, la décision fut prise après plusieurs discussions téléphoniques avec le chancelier autrichien, sans consultation au sein du gouvernement, ni avec la CSU, ni dans l'UE. [6]

Justement, parce qu'il n'y avait pas de stratégie derrière, pas de réflexion approfondie, l'affaire glissait de ses mains. Au début, il paraissait qu'elle bénéficierait d'une image de l'Allemagne comme phare de l'humanisme. À sa propre surprise – et même de beaucoup de gens à gauche – une énorme vague de solidarité avec les réfugiés se déclenchait, avec le soutien de beaucoup de médias. C'était à ne pas en croire ses yeux. Mais, avec les résultats imprévus – conflit interne avec la CSU et même quelques secteurs de la CDU, approfondissement des tensions dans l'UE et isolement de l'Allemagne, surcharge et souvent inertie des bureaucraties qui devaient gérer les questions pratiques et finalement la poussée de l'AfD dans les sondages – elle commençait bientôt à battre en retraite.

Comme catalyseur servait ce qui est connu sous le nom d'« *Événements de Cologne* » dans la nuit du Réveillon 2015/2016, qui a servi de catalyseur. L'affaire gagnait rapidement une énorme attention des grands médias, du *Washington Post* jusqu'au *Figaro*. La perception hégémonique est, qu'environ 1 200 Africains du nord auraient, sous forme organisée, commis des agressions sexuelles contre des femmes allemandes. Le résultat juridique un an après : dans les 19 procès judiciaires qui ont eu lieu jusqu'en octobre 2016 contre 22 accusés, deux ont été condamnés pour agression sexuelle, les autres pour vol, insultes, déprédation, etc. Une douzaine de procès ne sont pas encore terminés. [7]

Bien sûr, il y a ici un chiffre noir énorme, qui peut être légèrement le double de ce qui est « normal » pendant la *Fête de Bière* à Munich. Mais, en même temps, il y avait 921 attaques contre des foyers de réfugiés enregistrées officiellement par le bureau fédéral de police judiciaire en 2016, ce qui représente une augmentation de 500 % par rapport à 2014. Dans 66 des cas, il s'agissait d'incendies volontaires, dans 4 cas d'attentats à l'explosif. [8] Là aussi, il y a un chiffre noir, mais l'attention des médias et la réaction des politiciens, de Budapest jusqu'à Paris, furent infiniment inférieures. Il ne faut pas être un critique sophistiqué des médias du capitalisme démocratique pour comprendre que les délits criminels de Cologne ont été instrumentalisés pour construire un lien entre migration et sécurité et pour désavouer toute gestion humaniste des problèmes de la migration.

Depuis, toute la politique de Merkel dans le domaine de sécurité et de migration consiste à endiguer la prise de conscience dans la complexité de la migration et le sens de responsabilité et de solidarité qui s'étaient montrés pour quelques mois en 2015. Ainsi, un paquet de lois après l'autre est adopté, chacun se

rapprochant un peu plus du programme de l'AfD. La dynamique est tellement forte que même les Verts, qui sont traditionnellement très favorables à la migration, commencent à fléchir. Par exemple, quand il s'agissait de classer l'Afghanistan comme pays d'origine sûr dans lequel on peut renvoyer des Afghans qui avaient demandé asile, le gouvernement de Bade-Wurtemberg, dont le président est un Vert, a voté pour.

Sur cet arrière-fond, il n'est point surprenant que l'émergence du terrorisme djihadiste sur le sol allemand ait encore renforcé considérablement la droitisation. Il y a une activité fébrile pour durcir la législation de sécurité, renforcer les forces d'ordre et intensifier la surveillance, tandis que le respect des libertés citoyennes devient de plus en plus secondaire.

Comme à Cologne, nous avons affaire, d'un côté, à un problème sérieux, mais de l'autre, à l'exploitation par une opinion dominante déjà glissée à la droite et par une droite devenue forte depuis Cologne. Donc, la dynamique vers la droite s'approfondit et s'accélère. La campagne pour les élections fédérales en octobre 2017 crée un environnement politique encore plus favorable à cette tendance.

Comparée à d'autres pays membres de l'UE, la situation pour les réfugiés et migrants n'est pas encore aussi mauvaise qu'ailleurs, mais on est rapidement en route vers une harmonisation au niveau le plus bas avec la « forteresse Europe » comme objectif. Sur le terrain de la migration et de la sécurité, les différences entre l'AfD d'un côté et la CSU, la CDU – seulement légèrement freinée par le SPD et le gouvernement de l'autre – ne sont que graduelles.

Le problème des forces émancipatrices

Les mouvements sociaux, les syndicats, le monde associatif progressiste, le parti Die Linke et d'autres composantes de la gauche allemande, sont dans la défensive face à la vague de droitisation. Comme mentionné plus haut, Die Linke perd des électeurs au profit de l'AfD dans les nouveaux Länder. La stratégie de combattre la nouvelle droite dans une perspective antifasciste a échoué. Il y a en ce moment un débat intense sur les causes de la droitisation et la nécessité d'y apporter une réponse adéquate.

Dans ce contexte, le livre du sociologue français, Didier Eribon, *Retour à Reims*, qui vient d'être publié récemment en allemand, fait beaucoup de bruit. Eribon a visité Berlin et donné des conférences archi-combles et des interviews dans quelques grands médias.

Mais il paraît qu'on est loin d'un nouveau consensus. Au contraire, au sein de Die Linke, il y a clairement deux lignes : l'une représentée par la coprésidente du groupe parlementaire *Sarah Wagenknecht*, et l'autre par la coprésidente du parti, *Katja Kipping*. Kipping reproche à Wagenknecht de faire des concessions aux discours de la droite, tandis que Wagenknecht

semble être inspirée par les idées de *Chantal Mouffe* et *Ernesto Laclau* d'un populisme de gauche comme par la politique de Jean-Luc Mélenchon en France. L'élection de Trump et ses attaques contre le consensus transatlantique augmentent la pression, parce que l'idéologie libérale mobilise contre Trump et la droitisation, sans toucher à une des causes centrales : le néolibéralisme dans l'économie et le social.

Comme indiqué au début, la droitisation est un symptôme de la crise du projet libéral. Une alternative émancipatrice doit se situer au-delà du libéralisme. La gauche doit s'établir comme un troisième pôle, qui se maintient indépendamment du libéralisme comme de la nouvelle droite, mais ce chemin est encore très long.

Notes

[1] Brähler Elmar/Decker, Oliver/Kiess, Johannes (2016) : Die enthemmte Mitte. Autoritäre und rechtsextreme Einstellung in Deutschland. Die Leipziger Mitte-Studie 2016. In Zusammenarbeit mit Rosa-Luxemburg-Stiftung, Heinrich-Böll-Stiftung, Otto Brenner Stiftung. Gießen.

[2] Je préfère le concept de « *nouvelle droite* » à celui du « *populisme de droite* », parce que ce dernier construit le phénomène de droitisation à partir d'un point de vue, qui se déclare lui-même comme « centre ». Et ce centre se croit modéré, raisonnable, bref ce sont *les gens bien*. Mais ce centre fait partie du problème et porte une coresponsabilité dans le succès de la nouvelle droite, avant tout par les politiques néolibérales. Sa version du populisme reflète ses problèmes à lui, qui ne sont pas forcément les mêmes que ceux du camp émancipateur. Aussi, « *populisme de droite* » implique aussi un « *populisme de gauche* » et entraîne ainsi une composante idéologique dans le débat, qui avait déjà contaminé la « théorie du totalitarisme » d'Hannah Arendt.

[3] Kahrs, Horst (2016) : Wer wählt die AfD – und warum ? Kahrs est analyste électoral dans *l'Institut pour Analyses Sociales* de la Fondation Rosa Luxemburg. <https://oxiblog.de/wer-waehlt-die-afd/>

[4] Die Welt, Digitalausgabe, 09.05.2016

<https://www.welt.de/politik/deutschland/article155161761/Beatrix-von-Storch-findet-Le-Pen-sehr-links.html>

[5] Le FDP disparu du parlement dans la législature courante parce qu'il restait sous 5% dans les élections.

[6] <http://www.rundschau-online.de/politik/chronologie-als-deutschland-die-grenze-oeffnete-24666864>

[7] Une analyse très détaillée et impartiale se trouve (en allemand) sous : https://de.wikipedia.org/wiki/Sexuelle_Übergriffe_in_der_Silvesternacht_2015/16

[8] <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/rechtsextremismus-zahl-der-anschlaege-auf-fluechtlingsheime-bleibt-hoch-a-1127814.html>